



GRET

CETTE NOTE VALORISE LES PRÉSENTATIONS ET LES DISCUSSIONS D'UN WEBINAIRE ORGANISÉ PAR LE GRET EN JANVIER 2021 SUR LE SUJET DE L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE CADRE DE LA CONVENTION PROGRAMME ASANAO.

NOTE DE SYNTHÈSE ASANAO / NUMÉRO 1 - MAI 2021

DÉVELOPPER DES APPROCHES PARTICIPATIVES POUR PROMOUVOIR LA DIVERSIFICATION ALIMENTAIRE À L'ÉCHELLE FAMILIALE

La convention programme « Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest » (Asanao), mise en œuvre par le Gret et financée par l'Agence française de développement, a démarré en 2018 pour une durée de trois ans dans cinq pays : le Burkina Faso, la Guinée, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Son objectif est de renforcer les actions de développement agricole, d'améliorer la nutrition et d'accroître le développement de passerelles entre agriculture et nutrition dans les actions déployées par le Gret.

Ce webinaire, premier d'une série de quatre moments d'échanges et de partage sur le renforcement des liens entre agriculture et nutrition, s'est concentré sur les approches de promotion de la diversification alimentaire à l'échelle familiale. Ces présentations ont réuni des équipes du Gret sur le terrain et au siège, ainsi que plusieurs partenaires issu-e-s d'organisations paysannes (Fédération des paysans du Fouta Djallon, Fédération des producteurs de Guinée forestière, Apess, etc.) ou acteurs de la santé et de la nutrition (plateforme Sun). Au total, une cinquantaine de personnes de Guinée, du Sénégal, du Burkina Faso, du Niger, de Mauritanie, de Madagascar, d'Haïti, du Cambodge, du Laos et de France ont participé à cette rencontre.

PROBLÉMATIQUE ABORDÉE

Les actions centrées sur la nutrition développent souvent des approches plutôt prescriptives en matière de bonnes pratiques alimentaires, à la fois familiales et pour des cibles spécifiques (enfants en bas âge, femmes enceintes et allaitantes). Les actions de développement agricole sensibles

MODÉRATRICE

- > Amel BENKAHLA, responsable de projets au Gret

INTERVENANT·E·S

- > Claire KIEFFER, responsable de la Gestion des connaissances au sein de l'ONG Agrisud
- > Claire COSTIS, responsable de projets nutrition au Gret
- > Sidi Mouhamed HMEIDA, chef de projet du Gret en Mauritanie
- > Laurent LEVARD, responsable de programme au Gret

à la nutrition adoptent quant à elles des approches souvent plus participatives, visant à sensibiliser les différents membres des exploitations familiales, et à les conseiller d'un point de vue technique, mais aussi dans leurs orientations stratégiques.

En quoi la combinaison de ces types d'approches peut-elle être porteuse pour améliorer les comportements alimentaires des familles, et notamment aller vers une plus grande diversité alimentaire des repas de l'ensemble des membres de la famille ?

Plusieurs autres questions découlent de cette interrogation :

- Comment réussir à former des conseillers agricoles aux enjeux nutritionnels ? Quelles synergies développer avec les acteurs de la nutrition ?
- Quelles portes d'entrée sont mobilisables au niveau des familles, des femmes, des groupes pour accompagner les exploitations familiales à travers un conseil global, qui intègre à la fois enjeux productifs et nutritionnels ?
- Quels sont les freins rencontrés actuellement, notamment liés au genre ? Comment les actions conduites peuvent-elles permettre de les lever ?

UNE DIVERSITÉ D'APPROCHES POSSIBLES POUR PROMOUVOIR LA DIVERSIFICATION ALIMENTAIRE À L'ÉCHELLE FAMILIALE

DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS COMMUNAUTAIRES POUR AMÉLIORER CONJOINTEMENT PRATIQUES AGRICOLES, ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES

De nombreuses actions de développement, à l'instar de la démarche suivie par l'ONG Agrisud, visent à améliorer l'environnement nécessaire au développement des exploitations agricoles familiales, notamment en structurant les filières de la production à la commercialisation. En 2009, Agrisud constate que, malgré une production agricole relativement diversifiée, les taux de malnutrition chronique restent élevés dans ses zones d'intervention au Laos. L'amélioration des revenus des ménages par des approches d'appui aux filières ne s'accompagne pas forcément d'une amélioration de la nutrition puisque les revenus supplémentaires

UN RAPPROCHEMENT PROGRESSIF POUR RENFORCER LES PASSERELLES ENTRE AGRICULTURE ET NUTRITION AU GRET



MÈRE DONNANT À SON ENFANT DE LA BOUILLIE DE FARINE INFANTILE FORTIFIÉE, BURKINA FASO

Historiquement, le Gret abordait les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle par des interventions cloisonnées et sectorielles à travers deux thématiques principales :

- > **filières et politiques agricoles** : par la promotion de l'agroécologie et l'appui aux filières locales ;
- > **santé, nutrition et protection sociale** : par la facilitation de l'accès aux soins de santé, et l'amélioration de l'alimentation spécifique des femmes et des jeunes enfants.

Dans les années 2010, la nécessité de rapprocher les deux thématiques agriculture-nutrition se fait sentir. Les premières collaborations opérationnelles concernent des études sur la prise en compte de la nutrition dans les politiques et projets de santé et de développement rural (notamment auprès de l'Agence française de développement [AFD] en Côte d'Ivoire et au Tchad). À partir de 2016, les projets dits « intégrés » se multiplient au Burkina Faso, à Madagascar, au Myanmar, en Haïti et en Guinée, et les premiers séminaires internes d'échanges et de réflexion sont organisés dans le but d'établir les besoins prioritaires d'un « chantier agrinut ».

En 2018, le programme Asanao se place en programme structurant à l'échelle de cinq pays d'Afrique de

l'Ouest, avec de véritables actions leviers (diagnostics, renforcement de capacités, concertation, capitalisation) permettant de faire progresser l'intégration entre agriculture et nutrition.

Le Gret agit aujourd'hui sur quatre axes concourant à des liens accrus entre ces deux thématiques :

- > **amélioration des systèmes de production et appui aux exploitations familiales** : transition agroécologique, facilitation de l'accès à des aliments frais, sains et variés, amélioration de la résilience des exploitations familiales (EF), etc. ;
- > **accompagnement des filières agroalimentaires locales favorables à la nutrition** : qualité, concertation et contractualisation entre acteurs, etc. ;
- > **développement de démarches intégrées** de diagnostic, conseil, sensibilisation, formation aux enjeux alimentaires et nutritionnels des producteurs et des acteurs des filières, s'appuyant sur les réalités locales ;
- > **initiatives pour une intégration structurelle**, un décloisonnement des secteurs agriculture et santé, ainsi qu'un renforcement de capacités aux différents niveaux.



RÉCOLTE D'AUBERGINES SUR LE PÉRIMÈTRE MARAÎCHER DE KADAM AU SÉNÉGAL © Fegpab

sont principalement investis dans la maison, l'agriculture (matériel agricole, bétail, etc.) et la scolarité des enfants.

Afin de répondre à ce problème, Agrisud, Care et WeltHungerHilfe (WHH) ont développé l'approche LANN (*Linking agriculture, natural resources management and nutrition*) qui permet de lutter contre la malnutrition en cumulant des objectifs agricoles, alimentaires et nutritionnels. Concrètement, cette approche se traduit par la mise en œuvre d'activités communautaires basées sur l'amélioration de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles, des pratiques alimentaires et nutritionnelles, et le renforcement de capacités des femmes.

Pour que les projets d'appui aux filières permettent non seulement l'augmentation des revenus, mais aussi l'amélioration de l'alimentation, l'approche LANN se déroule en plusieurs étapes :

- Tout d'abord, un **diagnostic nutritionnel** est effectué. Ce diagnostic mobilise non seulement des bases de données d'Agrisud (destination de la production : vente, autoconsommation, consommation saisonnière) pour identifier comment l'agriculture est reliée à l'alimentation des ménages, mais aussi des données de partenaires (pesées des enfants, taux de malnutrition), des données trouvées dans la bibliographie et issues d'entretiens avec les ménages (enquêtes Connaissances, attitudes, pratiques – CAP) ou de focus groupes dans les villages d'intervention. L'analyse de ces données permet l'identification des problématiques et l'adaptation des outils LANN et des messages aux différents contextes selon les populations concernées.

- Ensuite, sont organisées trois **séances de sensibilisation abordant les différents aspects de la nutrition** :

- les différents groupes d'aliments et les causes, conséquences et solutions à la malnutrition ;
- les sources d'aliments (le champ, le marché, la nature) ;
- les soins spécifiques aux mères et aux enfants.

Les informations délivrées sont sélectionnées pour répondre spécifiquement à une situation problématique de départ, identifiée avec les populations lors du diagnostic nutritionnel. Ces séances de sensibilisation ne se veulent pas moralisatrices et culpabilisantes, l'objectif est de présenter la nutrition du point de vue des acteurs de l'agriculture et non de la santé. Pour cela, les messages, qui doivent être compréhensibles par tous, sont transmis à travers des grands posters, des pièces de théâtre, des jeux ludiques ou des travaux de groupe. L'ensemble du village peut y participer.

- Selon Agrisud, la sensibilisation et l'amélioration des connaissances des populations cibles est une des étapes préalables au changement de comportement, mais cela ne suffit pas. Cette étape doit être poursuivie par un appui au changement de comportement en accompagnant les ménages par des **activités complémentaires ciblées leur permettant de suivre les recommandations délivrées lors des séances de sensibilisation**. Les différentes activités complémentaires sont sélectionnées en fonction des situations de chacun et consistent en des appuis-conseils dédiés (formations agricoles,

démonstrations culinaires, pesée des enfants, lavage de mains, conservation des aliments, épargnes collectives, etc.), réalisés avec des groupes de dix femmes volontaires par village, appelées les Volontaires en nutrition, dont le rôle est de diffuser les bonnes pratiques alimentaires dans leurs communautés respectives. Ces femmes sont considérées comme des relais, des modèles, des sources d'informations pour la communauté. Grâce à ces groupes de femmes – qui travaillent tous les mois à améliorer leurs pratiques d'alimentation, d'hygiène, de santé et de nutrition – la nutrition reste un axe important du projet.

INTÉGRATION DES ENJEUX DE NUTRITION DANS LES CHAMPS-ÉCOLES DÉPLOYÉS AUPRÈS DE GROUPEMENTS MARAÎCHERS FÉMININS

Le **projet Rimrap** est un projet de développement agropastoral dans la région de l'Assaba, en Mauritanie. Au départ, ce projet ne comportait pas d'actions en faveur de la nutrition mais les observations de terrain ont permis de constater que cette problématique, incontournable, devait être intégrée au projet. En effet, la production nationale en Mauritanie ne couvre que 30 % des besoins, et les produits importés disponibles sur les marchés ne sont pas financièrement accessibles à la population pauvre. En conséquence, la période de soudure est très longue, et la malnutrition et les maladies sont fréquentes. L'approche de conseil *via* les champs-écoles paysans du projet Rimrap est apparue comme un cadre pertinent

pour amener les paysans et paysannes à se poser des questions sur leurs pratiques. La qualité de l'alimentation de la famille est en effet une bonne porte d'entrée pour parler des pratiques agricoles et alimentaires.

Une réflexion au sein de l'équipe a établi que les principaux leviers du projet Rimrap pour contribuer à l'amélioration de la nutrition étaient de développer un maraîchage diversifié et agroécologique, relancer les cultures de décrue et le « consommer local », intégrer davantage les femmes dans les activités et former les animateurs à la nutrition.

Pour cela, différentes actions ont été intégrées au conseil *via* les champs-écoles paysans :

- **amélioration des pratiques culinaires et du respect des règles d'hygiène** de manière participative et guidée par une nutritionniste avec, par exemple, la préparation de jus de fruits à partir de produits locaux (bissap, baobab, jujubier) pour remplacer la consommation de jus importés et pallier le manque de vitamines;
- introduction de **cultures et semences paysannes plus riches nutritionnellement**;
- **amélioration de plats traditionnels** en y ajoutant des légumes issus de la production locale et développement de **bouillies améliorées** (sorgho, mil, maïs, niébé et lait);
- **organisation de séances de sensibilisation sur l'alimentation, mobilisant une grande diversité d'outils et d'approches** : formations pratiques, accompagnements, ateliers de partage, visites d'échanges, diffusion de films à thème, utilisation

SESSION DE CONSEIL À L'EXPLOITATION FAMILIALE EN HAÏTI



de boîtes à images, usage d'anecdotes et proverbes locaux, et organisation de petites foires pour promouvoir les produits locaux.

DÉVELOPPEMENT D'UN CONSEIL À L'EXPLOITATION FAMILIALE COLLECTIF SENSIBLE À LA NUTRITION

Mis en œuvre entre 2016 et 2019, le **projet Capagrnut** mené par le Gret en Haïti avait pour objectif l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'amélioration de la résilience des populations ainsi que le renforcement des capacités de l'Association des originaires de Grande-Plaine (AOG), association communautaire très présente sur le territoire. Le projet Capagrnut a permis d'expérimenter l'intégration de la nutrition dans un dispositif de Conseil à l'exploitation familiale (CEF) collectif.

À travers ce Conseil à l'exploitation familiale collectif sensible à la nutrition, la volonté du Gret était d'aider les familles d'agriculteurs à améliorer la gestion de leur exploitation, non seulement sur les plans technique et économique, mais aussi pour de meilleurs bénéfices nutritionnels. Dans un premier temps, l'AOG a été fortement impliquée dans les choix de la localisation et dans la constitution des groupes. Il a été décidé de former des groupes mixtes en conviant, sans contrepartie financière, non pas des personnes aux sessions d'échanges mais plutôt des familles : l'invitation était destinée à l'homme et à la femme, ainsi qu'à un jeune de la famille pour qu'ils participent sur un pied d'égalité. Cette volonté d'intégrer la famille dans son intégralité vient du fait que même s'il existe une répartition des rôles

au sein de l'exploitation agricole, les différentes activités sont liées et concernent l'ensemble de la famille. Vingt groupes de vingt personnes ont ainsi été constitués pour participer à cinq sessions sur deux ans et demi.

Ces sessions se sont fondées sur l'échange et le partage d'expériences entre les familles, ensuite complétés par l'apport de contenu par les animateur·rice·s CEF ou nutrition. Lors de ces sessions, la position de l'animateur était cruciale : il ne devait pas adopter une position d'ingénieur ou de technicien, mais plutôt se mettre en retrait, faciliter les échanges avant d'intervenir si nécessaire pour éclaircir des questions de fond.

L'objectif de la session 4 était de sensibiliser les ménages sur les liens entre agriculture et nutrition, et de permettre une réflexion et l'identification de pratiques agricoles pouvant améliorer leur situation nutritionnelle. Cette session a donc permis d'articuler les dimensions agriculture et nutrition, en intégrant les objectifs nutritionnels dans différents aspects de la gestion de l'exploitation familiale.

Cette session nutrition a été organisée en quatre étapes :

- Construction d'un **arbre à problèmes partant des problèmes d'alimentation ou de santé** rencontrés par les participant·e·s. Cet arbre a permis, avec l'aide des animateur·rice·s, d'identifier que certains des problèmes avaient des liens avec l'agriculture. De plus, il a aussi mis en avant que les problèmes d'alimentation peuvent être non seulement quantitatifs, mais aussi liés à la qualité ou au contenu de l'alimentation. Le choix de partir des problèmes d'alimentation pour construire l'arbre à problèmes a été remis en question suite au projet, et il semble désormais plus souhaitable de partir des problèmes de santé pour remonter vers des problèmes d'alimentation et de nutrition.
- Constitution du **calendrier de consommation sur douze mois** pour identifier le régime alimentaire dominant tout au long de l'année. Les produits sont ensuite classés en trois types (aliments de construction, énergétique, de protection).
- Formation sur les types de liens ou **passerelles entre la nutrition et l'agriculture**, en se basant sur ce qui a été fait lors des deux premières étapes.
- Réflexions et **échanges collectifs sur les améliorations possibles des régimes alimentaires et des pratiques des familles** (agriculture, achat, vente). Dans cette session, les connaissances de toute la famille ont pu être mises en relation pour trouver des solutions (connaissances des recettes par les femmes et des pratiques agricoles familiales). Par exemple, ces échanges ont permis d'identifier des solutions pour les périodes de soudure où le calendrier fait apparaître des moments plus critiques en termes de quantité et d'équilibre nutritionnel du régime alimentaire.

THÉMATIQUES RETENUES POUR LE CONSEIL À L'EXPLOITATION FAMILIALE

- > **SESSION 1.** Identification des principaux problèmes (causes, conséquences) d'insécurité alimentaire rencontrés par les familles (choix des thématiques des sessions suivantes).
- > **SESSION 2.** Thèmes identifiés de façon unanime : gestion de l'argent et question de l'alimentation.
- > **SESSION 3.** Thèmes variés identifiés par les groupes : santé animale, semences, conservation des sols.
- > **SESSION 4.** Choix du projet Capagrnut de consacrer cette session à la nutrition : comment mieux intégrer la question nutritionnelle dans les pratiques des ménages (agriculture et autres) ?
- > **SESSION 5.** Retour sur la question de l'argent et de l'alimentation.

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DE CES DIFFÉRENTS TYPES D'APPROCHES ?

DES ESPACES POUR MIEUX APPRÉHENDER ET ÉCHANGER SUR LES ENJEUX DE L'ALIMENTATION ET DE GESTION DES EXPLOITATIONS FAMILIALES

L'ensemble des projets présentés lors de ce webinaire ont observé comme changement majeur **une plus grande diversité alimentaire** du régime familial par la consommation accrue de fruits, de légumes et de produits vivriers à haute valeur nutritionnelle (par exemple, le moringa, la patate douce à chair orange, etc.). Selon les projets, **des changements techniques** ont également pu être observés au niveau des parcelles : diversification des cultures avec l'ajout de nouvelles spéculations riches nutritionnellement et adoption de pratiques agroécologiques (biopesticides, fertilisants organiques). **Des changements socio-économiques** (travaux collectifs d'entraide, renforcement du tissu social et développement d'activités génératrices de revenus) sont aussi notés au niveau des familles et des communautés. Dans le domaine de l'hygiène, **une plus grande propreté des cuisines** et de leur aménagement a pu être observée, de même que **l'apparition de nouvelles pratiques** : couvrir les aliments, les protéger contre les mouches, nettoyer les cours des maisons, purifier l'eau grâce à la javellisation, se laver les mains avant la préparation des repas, etc.

Ces changements sont issus des effets combinés d'activités variées, au sein desquelles les sensibilisations et le conseil dits « intégrés agriculture-nutrition » semblent jouer un rôle clé. En effet, les différentes séances où les liens entre enjeux agricoles et nutritionnels ont été abordés ont constitué

des espaces relativement nouveaux d'échange sur ces questions, et ont permis de mieux prendre en compte l'alimentation des familles dans leurs choix agricoles et de gestion.

L'IMPORTANCE DU RENFORCEMENT DE CAPACITÉS ET DE LA COORDINATION ENTRE ACTEURS

L'amélioration de la capacité à appréhender les liens entre enjeux agricoles, alimentaires et nutritionnels est fondamentale à tous les niveaux (équipes d'animation, agents de développement local, leaders paysans, maires de communes) pour une bonne intégration de la nutrition dans les projets de développement agricole.

Plus spécifiquement, les animateurs et animatrices impliqués directement dans les actions de conseil agropastoral doivent notamment être renforcés, afin qu'ils maîtrisent les bases de la nutrition et de l'alimentation équilibrée et soient capables de faire le lien entre les besoins, les déséquilibres, leurs conséquences et les solutions possibles par rapport aux pratiques agricoles et alimentaires (y compris hygiène). Ils peuvent aussi collaborer directement avec leurs pairs intervenant dans des dispositifs de sensibilisation dédiés à la santé et à la nutrition.

De plus, les acteurs intervenant dans une même zone et avec les mêmes communautés ne se coordonnent pas toujours et cela peut conduire parfois à des discours contradictoires relayés auprès des villageois-e-s. Il semble donc indispensable de développer des mécanismes de coordination ainsi que des partenariats institutionnels au niveau local, notamment pour les enjeux qui dépassent le cadre des projets agricoles (accès à l'eau potable, santé) et de façon à renforcer la complémentarité entre les différentes actions de conseil et de sensibilisation auprès des ménages. La coordination entre



À gauche : SÉANCE DE SENSIBILISATION AUX BONNES PRATIQUES ALIMENTAIRES, BURKINA FASO
À droite : FEMME SUR SON PÉRIMÈTRE MARAÎCHER, SÉNÉGAL



QUELQUES LEVIERS POUR UNE PROMOTION PLUS EFFICACE DE LA DIVERSIFICATION ALIMENTAIRE À L'ÉCHELLE FAMILIALE

- S'appuyer sur des dynamiques et des organisations existantes permet de s'assurer de la pérennité des actions engagées. Les associations locales accompagnant des groupes de paysan-ne-s doivent être impliquées lors de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des activités. Favoriser leur mise en relation avec les structures de santé ou intervenant dans d'autres secteurs du développement permet aussi de s'assurer de travailler à la fois en complémentarité sur les questions d'alimentation et de santé, et dans la durée sur le changement des comportements.
- Afin d'être capables d'intégrer les enjeux nutritionnels aux dispositifs d'appui-conseil agricole, les équipes sur place doivent être

formées aux concepts de base en nutrition et alimentation équilibrée, de même que sur les liens entre agriculture et nutrition. Cela concerne aussi bien les animateur-riche-s qu'à plus large échelle les partenaires sur place et les services de l'État. De plus, les acteurs des secteurs de la nutrition et de l'agriculture doivent être amenés à davantage communiquer sur les territoires et dans les projets.

- Lors des sessions participatives, pour co-construire des arbres à problèmes qui soient parlants pour les participant-e-s et qui les amènent à cerner plus concrètement les principaux enjeux locaux, il est important de savoir aborder les enjeux de santé familiale liés à l'alimentation et aux choix économiques des ménages.
- Constituer dans les actions de conseil des groupes mixtes incluant deux à trois membres de la famille peut faciliter le dialogue entre hommes, femmes et jeunes. En effet, même s'il existe une répartition des rôles au sein de l'exploitation agricole, les différentes activités sont liées et concernent l'ensemble de la famille. Une prise de conscience et un dialogue renforcé au sein des familles peut favoriser des prises de décisions

plus concertées sur l'utilisation des revenus de la famille et leur affectation à des dépenses de santé ou d'alimentation.

- Pour ce qui est des questions d'alimentation familiale, promouvoir des sessions d'échanges entre pairs en complément de sessions de sensibilisation et de formations constitue une approche porteuse. L'acquisition de nouvelles connaissances tout comme l'échange entre participant-e-s sur des solutions aux problèmes communs permettent conjointement d'initier des changements dans les pratiques alimentaires et les choix de conduite de l'exploitation familiale. La posture des animateurs et animatrices est alors essentielle, tantôt en transmission de connaissances ou facilitation des échanges.
- Les expériences présentées soulignent l'importance de conduire des activités d'accompagnement au changement de comportement, en complément de l'amélioration des connaissances et de l'appropriation des enjeux par les familles ciblées. De même la compréhension des facteurs politiques, économiques ou socio-culturels qui s'avèrent bloquants à l'amélioration des régimes alimentaires est nécessaire pour arriver à les lever.

les acteurs peut également s'avérer utile pour la pérennisation de dispositifs de conseils intégrés, puisque la plupart des projets interviennent souvent sur des pas de temps limités (trois ans en moyenne), quand les processus de changement de perceptions et de comportements autour des enjeux agricoles et alimentaires combinés nécessitent un temps long.

L'ENJEU DE LA PARTICIPATION DES HOMMES ET DES FEMMES

L'intégration des enjeux nutritionnels dans les projets de développement agricole renforce généralement la nécessité de la prise en compte du genre. S'il est important, lors des séances de sensibilisation et de conseil dédiés à l'alimentation familiale et à la gestion de l'exploitation, de convier les hommes et les femmes et de rendre les messages accessibles à chacun-e, une participation équitable dans la durée peut rester un défi, tout comme le risque d'accaparement de certaines activités par les hommes lorsqu'elles génèrent plus de revenus, ou bien leur présence prédominante au détriment des femmes dans certaines réunions ou formations.

Les exemples présentés ont mis en évidence la nécessité d'impliquer davantage les hommes sur les questions relatives à la nutrition et à l'alimentation de la famille, tout comme le rôle essentiel des femmes et le renforcement de leurs compétences pour influencer durablement les pratiques familiales.

DES FACTEURS DE L'ENVIRONNEMENT À FAIRE ÉVOLUER POUR LEVER DES OBSTACLES CRITIQUES À LA DIVERSIFICATION DE L'ALIMENTATION FAMILIALE

Dans le cas de systèmes alimentaires extravertis régis par des importations à bas coûts d'aliments ou dans des environnement socio-politiques marqués par une forte inégalité foncière ou un manque de sécurisation foncière des exploitations familiales, certaines questions restent encore en suspens :

« Est-il vraiment pertinent de parler de nutrition à des participant-e-s dont le seul but est de maximiser la consommation de calories ? ». En effet, le Gret a observé en Haïti qu'il est plus intéressant économiquement pour les familles de vendre les produits agricoles vivriers locaux au profit de

l'achat de produits alimentaires importés peu coûteux et de qualité nutritionnelle inférieure. Cela constitue une barrière importante à l'évolution des pratiques à la fois alimentaires et de conduite des exploitations.

« Comment améliorer la disponibilité alimentaire pour des familles qui n'ont pas de terres agricoles ? ». L'accès aux facteurs de production conditionne fortement les trajectoires d'évolution possibles des exploitations familiales et constituent des freins réels à une amélioration de l'alimentation et de la nutrition des familles. Agir sur l'environnement des systèmes alimentaires dans leurs dimensions politiques, économiques et socio-culturelles apparaît ainsi dans de nombreux contextes comme une nécessité pour pouvoir engager réellement un changement de comportement de consommation.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Ce webinaire a permis de présenter et de discuter d'approches participatives permettant de promouvoir la diversification alimentaire à l'échelle familiale, et de leur potentiel pour accompagner des changements durables de pratiques alimentaires et nutritionnelles en complément d'autres actions. Ces approches participatives sont diverses : sessions communautaires ludiques d'apprentissage collectives et activités d'appui au changement de comportement dans le cadre de l'approche LANN, intégration d'enjeux nutritionnels dans le Conseil à l'exploitation familiale collectif, ou encore au niveau des approches de champs-écoles paysans, etc. Cette diversité réside en partie dans l'adaptation de ces approches au contexte local.

Pour parvenir à développer et mettre en place ce type d'approches, un diagnostic intégré est indispensable. Il permet l'analyse conjointe des enjeux et défis en matière d'amélioration de la production, de la gestion durable des ressources, d'accessibilité des aliments, de pratiques alimentaires, de connaissances, de dispositifs d'appui-conseil existants, d'accès aux services de santé, de choix de politique publique. Le diagnostic intégré, sujet central d'un autre webinaire, fera également l'objet d'une note spécifique. ■



La rédaction de cette note a été assurée par

Marie-Christine GOUDIABY (chargée de mission agro-alimentaire et nutrition au Gret Sénégal), Élise PERNICENI (consultante), Amel BENKAHLA (responsable de projets agricoles au Gret) et Claire COSTIS (responsable de projets nutrition au Gret), sur la base des contributions écrites et orales des intervenant-e-s de ce webinaire et des débats qu'ils ont suscités en ligne.

FEMME PRÉPARANT LE REPAS FAMILIAL
AU BURKINA FASO



POUR EN SAVOIR PLUS

NOTES « POLITIQUES ET PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT » DU GRET

- > Construire des liens durables entre agriculture et nutrition, février 2020.

https://www.gret.org/wp-content/uploads/Politiques-pratiques-de-developpement_no24-1.pdf

- > Pour des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition, décembre 2020.

https://www.gret.org/wp-content/uploads/FR_NPPD-25_Systemes-alimentaires-nutrition.pdf

RAPPORT ET VIDÉO DE CAPITALISATION DU PROJET CAPAGRINUT EN HAÏTI

- > <https://www.gret.org/2020/05/capitalisation-le-conseil-a-l-exploitation-familiale-dans-le-cadre-du-projet-capagrnut-en-haiti/>

- > <https://www.gret.org/wp-content/uploads/Rapport-CEF-Haïti.pdf>



Photographies : © Gret, sauf mention spéciale.

Page 1 : Séance de démonstration culinaire de plat familial équilibré au Burkina Faso.